

TRAME D'AVIS DE MARCHÉ

NATURE DU MARCHÉ : Marché public de fournitures

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

Nom de l'organisme : Direction interrégionale de la mer Méditerranée

Point de contact : DREAL PACA/SAPR/UBCCP

Adresse : 16 rue Antoine Zattara - CS 70248

Code postal : 13331 Ville : MARSEILLE Cedex 3

Pays (*autre que France*) :

Téléphone : 0486226168 Télécopieur :

Courriel : marchespublics.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr

Adresse Internet (URL) : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Adresse du profil d'acheteur (URL) : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

OBJET DU MARCHÉ

Objet du marché :

Lutte contre les pollutions marines sur le littoral de la zone de défense et de sécurité Sud – Fournitures

Type de marché de fournitures : Achat

Classification CPV

Code(s) CPV de la consultation :

- Code CPV principal : 90741200-5 Services de lutte contre les déversements accidentels d'hydrocarbures ;
- Code CPV secondaire : 71521000-6 Services de conduite de chantier.

Lieu de livraison :

DREAL PACA

Mission Sécurité Défense

16 rue Antoine ZATTARA

13 331 Marseille cedex 3

L'avis implique : L'établissement d'un accord-cadre

Information sur l'accord cadre :

Accord-cadre multi-attributaire ;

Durée de l'accord-cadre : 48 mois non reconductibles ;

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

La lutte contre les pollutions marines nécessite des moyens matériels, humains et financiers pouvant être mobilisés durant les différentes étapes de la lutte en cas de mise en œuvre du dispositif POLMAR/Terre.

En sus des moyens détenus par des structures publiques, la lutte contre ces pollutions implique le recours à des moyens ou la réalisation de prestations par des prestataires privés, notamment :

- pour le transport (des matériels, des déchets...),
- pour le nettoyage du littoral,
- pour l'organisation et l'aménagement des sites d'entreposage du polluant et des autres déchets,
- pour le traitement des déchets,
- pour la fourniture de matériels complémentaires (par exemple : moyens de stockage étanches, etc.).

La mise à disposition de ces moyens privés peut résulter de l'usage des pouvoirs de réquisition détenus par les Préfets. Toutefois, le recours à la procédure de réquisition peut s'avérer onéreux.

L'Instruction Ministérielle du 1er ministre du 11/01/2006, portant adaptation de la réglementation relative à la lutte contre la pollution du milieu marin, prévoit la mise en place de marchés passés à l'avance, élaborés sous la coordination des préfets de zone de défense et de sécurité, pour permettre une meilleure réactivité, un moindre recours à la réquisition et une réduction des coûts d'intervention. Ces « marchés anticipés » nécessitent l'activation du financement POLMAR de crise.

Le présent accord-cadre à bons de commande a pour objet de définir les conditions administratives dans lesquelles sont exécutées les prestations de location pour la lutte contre les pollutions marines sur le littoral de la zone de défense et de sécurité Sud.

Les lieux d'exécution des prestations objets de la consultation sont les départements du littoral méditerranéen de :

- La région Occitanie (Aude, Hérault, Gard, Pyrénées-Orientales) : lots 1, 4, 7, 10, 13, 16 ;
- La région PACA (Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes) : lots 2, 5, 8, 11, 14, 17 ;
- La région Corse (Haute-Corse, Corse du Sud) : lots 3, 6, 9, 12, 15, 18.

Les minima / maxima de chaque période de l'accord-cadre à bons de commande sont fixés ainsi pour chaque lot :

Lot	Minimum HT	Minimum TTC	Maximum HT	Maximum TTC
Lot 1	0,00 €	0,00 €	2 000 000,00 €	2 400 000,00 €
Lot 2	0,00 €	0,00 €	1 500 000,00 €	1 800 000,00 €
Lot 3	0,00 €	0,00 €	1 000 000,00 €	1 200 000,00 €
Lot 4	0,00 €	0,00 €	1 840 000,00 €	2 208 000,00 €
Lot 5	0,00 €	0,00 €	1 380 000,00 €	1 656 000,00 €
Lot 6	0,00 €	0,00 €	920 000,00 €	1 104 000,00 €
Lot 7	0,00 €	0,00 €	280 000,00 €	336 000,00 €
Lot 8	0,00 €	0,00 €	210 000,00 €	252 000,00 €
Lot 9	0,00 €	0,00 €	140 000,00 €	168 000,00 €
Lot 10	0,00 €	0,00 €	280 000,00 €	168 000,00 €
Lot 11	0,00 €	0,00 €	210 000,00 €	336 000,00 €
Lot 12	0,00 €	0,00 €	140 000,00 €	252 000,00 €
Lot 13	0,00 €	0,00 €	280 000,00 €	336 000,00 €
Lot 14	0,00 €	0,00 €	210 000,00 €	252 000,00 €
Lot 15	0,00 €	0,00 €	140 000,00 €	168 000,00 €
Lot 16	0,00 €	0,00 €	368 000,00 €	441 600,00 €
Lot 17	0,00 €	0,00 €	276 000,00 €	331 200,00 €
Lot 18	0,00 €	0,00 €	184 000,00 €	220 800,00 €

Acceptation des variantes : Non

Prestations divisées en lots : Oui

Possibilité de présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

Modalités essentielles de financement et de paiement et / ou références aux textes qui les réglementent :

- * Origine du financement : Etat
- * Une avance sera accordée au titulaire selon les conditions fixées dans le cahier des charges ;
- * Les prix seront révisables ;
- * Les comptes seront réglés sous la forme de décomptes ;
- * Le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours ;

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Nature de l'attributaire, chaque marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Le candidat remettant une offre, pour un même marché, en tant que membre d'un ou plusieurs groupements ne pourra pas le faire à titre individuel.

Autres conditions particulières :

- * Il sera fait application de l'article L.2112-2 du CCP, les conditions particulières concernant les clauses environnementales seront précisées dans le Règlement de la Consultation.

CONDITIONS DE PARTICIPATION

Situation juridique - références requises :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-ducandidat>
- * Le(s) lot(s) pour lequel/lesquels la candidature est déposée ;
- * La forme juridique du candidat ;
- * En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
- * Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché ;
- * Les candidats entrant dans le cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus;
- * Les candidats entrant dans le cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus;

Capacité économique et financière - références requises :

Renseignements relatifs à la capacité économique et financière :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 ;

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le maître d'ouvrage.

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

L'acheteur fixe les niveaux minimums de capacité suivants concernant l'aptitude à exercer l'activité professionnelle (renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle) :

- Expérience : La présentation d'une liste prestations similaires effectuées au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Cette présentation sera accompagnée d'attestations de l'acheteur ;
- Capacités techniques :
 - o Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;
 - o Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Marché non réservé.

CRITERES D'ATTRIBUTION

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- 70 % pour le critère technique dont 10 % pour la valeur environnementale
- 30 % pour le critères prix des prestations

PROCEDURES

Type de procédure : Appel d'offres ouvert.

Conditions de délai

Date limite de réception des offres : 18/11/2025 à 15 h 00

Délai minimum de validité des offres : 180 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur : DREALPACA-25-005

Autres informations :

- * Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que tous les documents de présentation associés ;
- * Unité monétaire utilisée, l'euro ;
- * Pour l'application de la section relative aux lots ci-dessus, le candidat peut soumissionner à un seul lot, plusieurs lots ou l'ensemble des lots. Il remettra une offre par lot comportant, notamment, un acte d'engagement pour chacun d'eux ;
- * A titre indicatif, les prestations commenceront en début d'année 2024 ;
- * Accords-cadres à bons de commande ;
- * Il ne s'agit pas d'un marché à caractère périodique ;
- * Le marché ne s'inscrit pas dans un projet/programme financé par des fonds communautaires ;
- * Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP).

Modalités d'ouverture des offres

- * Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres : Non
- * L'ouverture des plis n'est pas publique.

Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires :

- * Les documents de la consultation sont disponibles par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique "DREALPACA-25-005", après avoir installé les pré-requis techniques et avoir pris connaissance du manuel d'utilisation ;

Conditions de remise des offres ou des candidatures : Voir règlement de consultation

PROCEDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme : Tribunal Administratif de Marseille

Adresse : 22 rue Breteuil

Code postal : 13281

Ville : MARSEILLE

Pays (*autre que France*) :

Téléphone : 0491134813

Télécopieur :

Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Adresse Internet (URL) : <http://marseille.tribunal-administratif.fr>

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- * Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative) ;
- * Référé contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative) ;
- * Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative) ;
- Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS A LA PUBLICATION : 05/08/2025

PUBLICATION AU BOAMP

Départements de publication : 06, 11, 13, 30, 34, 66, 83, 2A et 2B

Principale(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur :
Environnement¶

FACTURATION

Numéro de bon de commande d'insertion au BOAMP : EJ 1513269773